

## Annonces légales

MERCREDI 20 SEPTEMBRE 2023  
actu.fr/la-gazette-du-val-d'oise/

39

## Avis administratifs

7340559101 - AA

République Française  
Liberté - Égalité - Fraternité  
Direction départementale des territoires  
Communes de Fontenay-en-Parisis,  
Châtenay-en-France, Mareil-en-France,  
Jagny-sous-Bois et Epinay-Champlâtreux

Mise en place des périmètres de protection du forage  
FM3 situé à FONTENAY-EN-PARISIS

## 1ER AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Par arrêté N° 2023-17420 du 11 septembre 2023, une enquête publique est organisée sur les communes de Fontenay-en-Parisis, Châtenay-en-France, Mareil-en-France, Jagny-sous-Bois et Epinay-Champlâtreux du :

Jeudi 5 octobre 2023 au lundi 6 novembre 2023, 17 h 00, inclus.

Cette enquête est préalable à la mise en place des périmètres de protection du forage FM3 situé à Fontenay-en-Parisis au profit du Syndicat Mixte d'Alimentation en Eau Potable (SMAEP) DAMONA, représentée par Mme Pauline ADAM, directrice du SMAEP DAMONA, en vue de :

1) la déclaration d'utilité publique de la dérivation des eaux (article L. 215-13 du code de l'environnement) ;

2) l'instauration de périmètres de protection du captage et de servitudes d'utilité publique (article L. 1321-2 du code de la santé publique) ;

3) l'autorisation loi sur l'eau au titre de l'article R. 214-1 du code de l'environnement (rubrique 1.1.2.0) : prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant supérieur ou égal à 200 000 m<sup>3</sup> ;

4) l'autorisation sanitaire d'utilisation d'eau en vue de la consommation humaine au titre des articles R. 1321-1 et suivants du code de la santé publique.

Le préfet du Val-d'Oise est l'autorité compétente pour délivrer ou refuser, par arrêté préfectoral, les autorisations demandées.

Par décision N° E23000049/95, le président du tribunal administratif de Cergy-Pontoise a nommé M. Philippe ZELLER, ministre plénipotentiaire hors classe (R), en qualité de commissaire enquêteur en vue de conduire l'enquête publique unique, ainsi que Mme Valérie BERNARD, en qualité de commissaire enquêteur suppléant. M. ZELLER recevra le public en mairie de la commune de Fontenay-en-Parisis selon le calendrier suivant :

Jeudi 5 octobre 2023 de 9 h 00 à 12 h 00.

Samedi 14 octobre 2023 de 10 h 00 à 12 h 00.

Mercredi 25 octobre 2023 de 13 h 45 à 16 h 45.

Lundi 6 novembre 2023 de 13 h 45 à 16 h 45.

Pendant la durée de l'enquête publique, l'intégralité du dossier sera mis à la disposition du public, au siège de l'enquête, en mairie de Fontenay-en-Parisis, 10, place Stalingrad, 95190 Fontenay-en-Parisis.

Toute personne intéressée pourra en prendre connaissance aux jours et heures ouvrables de la mairie, formuler ses observations sur le registre d'enquête ouvert à cet effet et y adresser toute correspondance au commissaire enquêteur.

Un accès gratuit à ce dossier sera garanti depuis un poste informatique installé en mairie.

Ce dossier sera également consultable à l'adresse suivante :

<https://www.val-doise.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement-risques-et-nuisances/Eau/Consultations-du-public>

Conformément à l'article R123-21 du code de l'environnement, une copie des rapports et des conclusions des commissaires enquêteurs seront tenues à la disposition du public, pendant un an, à compter de la date de clôture de l'enquête, en mairie et ainsi que sur le site internet des services de l'État dans le Val-d'Oise à l'adresse suivante :

<https://www.val-doise.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement-risques-et-nuisances/Eau/Consultations-du-public>

L'arrêté préfectoral d'ouverture de l'enquête publique, ainsi que le présent avis sont mis en ligne sur le site internet de la préfecture du Val-d'Oise.

Le présent avis est publié dans deux journaux locaux diffusés dans le département du Val-d'Oise par les soins du préfet au moins 15 jours avant le début de l'enquête et sera rappelé dans les 8 premiers jours de celle-ci soit, le mercredi 20 septembre 2023 puis le mercredi 27 septembre 2023.

Cet avis sera également affiché dans les communes citées au moins 15 jours avant le début de l'enquête, soit dès le mercredi 20 septembre 2023 et devra le rester jusqu'à la fin de celle-ci, soit jusqu'au lundi 6 novembre 2023 inclus.

EP 23-543 / contact@publlegal.fr

7340519501 - AA

Préfecture du Val-d'Oise  
Direction départementale des territoires  
Commune de CERGY  
Requalification des espaces publics de la dalle  
du quartier Grand Centre à Cergy  
2ÈME AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Avis d'ouverture d'enquête publique unique, préalable à la déclaration d'utilité publique (DUP) et parcellaire conjointe, au bénéfice de la communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise (CACP), concernant le projet de requalification des espaces publics de la dalle du quartier Grand Centre à Cergy.

Par arrêté préfectoral N° 2023-17416, il sera procédé du lundi 18 septembre 2023 à 9 h 00 au vendredi 20 octobre 2023 à 16 h 00 inclus, soit pendant 33 jours consécutifs, à une enquête publique unique, préalable à la DUP et parcellaire conjointe, relative au projet de requalification des espaces publics de la dalle du quartier Grand Centre à Cergy.

Le siège de l'enquête est fixé à la communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise (CACP), Hôtel d'Agglomération, Parvis de la Préfecture, 95000 Cergy.

Pendant toute la durée de l'enquête, un exemplaire du dossier d'enquête (préalable à la DUP et parcellaire) ainsi qu'un registre unique d'enquête, permettant à chacun d'y consigner ses observations dans le respect des mesures sanitaires en vigueur, seront déposés et mis à la disposition du public au siège de la CACP aux jours et horaires suivants :

- du lundi au jeudi de 9 h 00 à 12 h 00 et de 14 h 00 à 17 h 00

- le vendredi de 9 h 00 à 12 h 00 et de 14 h 00 à 16 h 00

Dans les mêmes conditions, le dossier sera également consultable depuis un poste informatique mis à disposition du public au siège de la CACP.

M. François DURAND, cadre supérieur du ministère des armées, est désigné en qualité de commissaire enquêteur.

Il se tiendra à la disposition du public avec le dossier d'enquête et le registre d'enquête unique lors de 5 permanences qu'il assurera aux lieux, jours et heures suivants :

- Communauté d'Agglomération de Cergy-Pontoise, Espace projet (derrière l'accueil de l'Hôtel d'Agglomération), Hôtel d'Agglomération, Parvis de la Préfecture, 95000 Cergy.

- le lundi 18 septembre 2023 de 9 h 00 à 12 h 00

- le mardi 26 septembre 2023 de 9 h 00 à 12 h 00

- le lundi 2 octobre 2023 de 16 h 00 à 19 h 00

- le samedi 14 octobre 2023 de 9 h 00 à 12 h 00

- le vendredi 20 octobre 2023 de 14 h 00 à 16 h 00

Au plus tard à compter de la date d'ouverture de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci, les pièces du dossier soumis à l'enquête seront par ailleurs mises à disposition du public :

- sur le site dédié au projet : <https://www.registre-numerique.fr/cergygrandcentre>

- sur la plateforme du ministère de l'écologie : <https://www.projets-environnement.gouv.fr/pages/home>

- sur le site internet de la préfecture du Val-d'Oise : <https://www.val-doise.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Aménagement-du-territoire-et-construction/Urbanisme-Planification-Logement/Les-declarations-d-utilite-publique/DUP>

Les observations et propositions du public pourront être adressées par écrit à l'attention personnelle du commissaire enquêteur, au siège de l'enquête, à l'adresse : CACP, Hôtel d'Agglomération, Parvis de la Préfecture, CS 80309, 95027 Cergy-Pontoise Cedex. Ces observations seront annexées au registre d'enquête sans délai.

Les courriers réceptionnés le vendredi 20 octobre 2023, après la clôture de l'enquête, ne seront pas pris en compte.

De plus, le public pourra faire parvenir ses observations et propositions sur le registre d'enquête dématérialisé : [cergygrandcentre@mail.registre-numerique.fr](mailto:cergygrandcentre@mail.registre-numerique.fr)

Les courriers réceptionnés le vendredi 20 octobre 2023 après 16 h 00 ne seront pas pris en compte.

Le commissaire enquêteur disposera d'un délai d'un mois, à compter de la clôture de l'enquête unique, préalable à la DUP et parcellaire conjointe, pour établir un rapport unique et consigner, dans un document séparé, ses conclusions motivées au titre de chacune des enquêtes initialement requises.

Ces documents seront tenus à disposition du public, à réception et pendant un an à compter de la clôture de l'enquête, au siège de la CACP et à la préfecture du Val-d'Oise (DDT / SUAD / Pôle Aménagement Opérationnel) ou pourront être consultés sur le site internet de la préfecture du Val-d'Oise : <https://www.val-doise.gouv.fr/Politiques-publiques/Aménagement-du-territoire-et-construction/Urbanisme-Planification-Logement/Les-declarations-d-utilite-publique/DUP>

Toute personne physique ou morale concernée pourra demander communication de ces pièces à la CACP ou à la préfecture du Val-d'Oise (Direction Départementale des Territoires, Service Urbanisme et Aménagement Durable, Pôle Aménagement Opérationnel).

Les personnes intéressées autres que les propriétaires, l'usufruitier, les fermiers, les locataires, ceux qui ont des droits d'émphytéose, d'habitation ou d'usage et ceux qui peuvent réclamer des servitudes sont tenues de se faire connaître à l'exploitant

dans un délai d'un mois, à défaut de quoi elles seront, en vertu des dispositions des articles L311-1 à L311-3 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, déchues de tous droits à l'indemnité.

Le projet de requalification des espaces publics de la dalle du quartier Grand Centre à Cergy pourra faire l'objet d'une déclaration d'utilité publique emportant retrait des emprises expropriées de la propriété initiale, prise par arrêté du préfet du Val-d'Oise, au bénéfice de la CACP ou d'une décision de refus.

Le projet pourra également faire l'objet d'un arrêté de cessibilité pris par le préfet du Val-d'Oise, au bénéfice de la CACP, ou d'une décision de refus.

Toute information sur le projet de requalification des espaces publics de la dalle du quartier Grand Centre à Cergy pourra être demandée à la CACP, service foncier, Hôtel d'agglomération, Parvis de la Préfecture, 95000 Cergy, 01 34 41 42 43.

7340480601 - AA

Le préfet du VAL-D'OISE  
Direction de la coordination  
et de l'appui territorial  
Commission départementale  
d'aménagement commercial

Projet d'extension  
de l'ensemble commercial  
« Aren' Park »  
AVIS

La commission départementale d'aménagement commercial du Val-d'Oise (CDAC 95) s'est réunie à Cergy le 12 septembre 2023 afin d'examiner une demande d'autorisation d'exploitation commerciale déposée par la société FI-REF (France) N°1005.

Cette demande, enregistrée le 18 juillet 2023 sous le n° 73, a été autorisée par la CDAC 95 et concerne un projet d'extension de l'ensemble commercial « Aren' Park », sis avenue de la Plaine des Sports à Cergy (95800), par réactivation de droits commerciaux pour trois moyennes surfaces non alimentaires totalisant 2 650 m<sup>2</sup> de surface de vente.

Avec cette extension, la surface de vente totale dudit ensemble commercial sera portée de 12 205 m<sup>2</sup> à 14 855 m<sup>2</sup>.

Cette décision de la CDAC 95 peut faire l'objet d'un recours, présenté au président de la Commission nationale d'aménagement commercial dans un délai d'un mois, conformément aux articles R752-30 et suivants du code de commerce.

7341108701 - AA

Commune  
de GOUSSAINVILLE  
RECTIFICATIF

Dans l'avis d'enquête publique paru le 13 septembre 2023, concernant la modification n°1 du Plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Goussainville (95), deux modifications sont apportées.

Concernant la formulation des observations du public par mail, l'adresse est la suivante :

modification-plu-goussainville@mail.registre-numerique.fr et non service-urbanisme@ville-goussainville.fr comme indiqué par erreur.

Tout comme pour la consultation du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur à l'issue de l'enquête, elle se fera sur le site internet de la commune à l'adresse suivante :

<http://www.ville-goussainville.fr> mais aussi sur le site dédié à cette enquête

<https://www.registre-numerique.fr/modification-plu-goussainville>



## ATTESTATION

Nous vous informons  
que l'attestation  
de parution est délivrée  
systématiquement  
par retour

## Annonces légales et judiciaires



**MEDIALEX**  
Annonces Légales & Formalités

Faites-nous parvenir  
vos annonces légales et judiciaires

Vie de société, fonds de commerce, enquête publique,  
marché public, avis d'attribution, publication judiciaire,  
vente judiciaire et autre annonce

[www.medialex.fr](http://www.medialex.fr)

Mail : [annonces.legales@medialex.fr](mailto:annonces.legales@medialex.fr)

Tél. : 02 99 26 42 00 - Fax : 0 820 309 009 (0,12€ TTC/mn)

Adresse postale : 10, rue du Breil - CS 56324  
35063 Rennes cedex